



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

L'Assemblée nationale adopte la proposition de loi de Perrine Goulet relative à l'intérêt des enfants

Paris, le 29 janvier 2026.

L'Assemblée nationale a adopté ce jour en séance publique la proposition de loi relative à l'intérêt des enfants portée par Perrine Goulet, députée de la Nièvre et présidente de la Délégation aux droits des enfants.

Issue des travaux approfondis menés au sein de la Délégation aux droits des enfants, et nourrie par de nombreuses auditions de magistrats, de professionnels de la protection de l'enfance, d'associations et d'acteurs de terrain, cette proposition de loi répond à un constat largement partagé : notre système de protection de l'enfance demeure confronté à des failles structurelles, à des réponses inégales selon les territoires, et à des délais incompatibles avec l'urgence des situations de danger.

La proposition de loi adoptée s'articule autour de **trois priorités majeures**.

Mieux contrôler, en renforçant la qualité, la transparence et la régularité des contrôles des structures d'accueil de la protection de l'enfance et des crèches, et en mettant fin à la gestion privée à but lucratif de la protection de l'enfance, afin de sortir durablement ce secteur de toute logique de marchandisation.

Mieux protéger et mieux écouter les enfants, en dotant la justice de nouveaux outils opérationnels, au premier rang desquels l'ordonnance de protection provisoire, permettant au procureur de la République d'agir sans délai pour protéger un enfant en situation de danger. La proposition de loi clarifie également la répartition des compétences judiciaires autour du juge des enfants, afin de garantir des décisions plus rapides, plus lisibles et plus efficaces lorsque l'urgence l'exige.

Elle réaffirme enfin la place centrale de l'enfant dans la décision judiciaire, en renforçant la prise en compte de sa parole et en permettant au juge de s'assurer du consentement de l'enfant victime de violences avant toute autorisation de droit de visite ou d'hébergement avec un parent violent.

Garantir l'égalité des droits, en assurant aux enfants confiés à un tiers digne de confiance les mêmes droits que ceux pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, notamment en matière de santé, d'accompagnement, d'accès aux études et à l'autonomie.

Les débats en commission des affaires sociales puis en séance publique ont été exigeants et constructifs, en particulier sur la question de l'interdiction des structures privées à but lucratif. Ils ont témoigné de la capacité des députés de tous les groupes politiques à se rassembler lorsque l'intérêt supérieur de l'enfant est placé au cœur des décisions publiques.

« Cette proposition de loi est le résultat d'un travail exigeant, conduit au sein de la Délégation aux droits des enfants et nourri par un esprit transpartisan. Elle acte une conviction simple : lorsqu'un enfant est en danger, l'État ne peut plus hésiter, temporiser ou renvoyer la responsabilité. Cette loi renforce nos outils, clarifie nos décisions et rappelle que l'intérêt de l'enfant doit primer, sans exception. », déclare Perrine Goulet.

La proposition de loi poursuit désormais la navette parlementaire et devra être adoptée en termes identiques par le Sénat pour pouvoir être promulguée. Perrine Goulet restera pleinement mobilisée afin que ce texte, attendu par de nombreux acteurs de la protection de l'enfance, puisse aboutir rapidement et produire des effets concrets sur le terrain.